



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

enseignants

Question écrite n° 113266

Texte de la question

Interpellé par les responsables de la section héraultaise du Syndicat national de l'éducation physique de l'enseignement public (SNEP) M. François Liberti * fait part à M. le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche des inquiétudes des enseignants relatives au projet de modification des décrets de 1950 (sur maxima de service). Il lui indique que la charge du métier d'enseignant s'est particulièrement alourdie pour mieux prendre en compte, dans un contexte de crise sociale, les attentes des jeunes et de leurs familles et assurer la mise en réussite de tous les élèves. Or le projet de modification ouvre la possibilité d'imposer aux enseignants en éducation physique et sportive (EPS) d'enseigner dans une autre discipline, sans y être préparés ni être qualifiés pour cela. En outre, en inscrivant les trois heures forfaitaires déjà incluses dans leur service hebdomadaire, et en conditionnant cette attribution à une appréciation subjective des réalités du fonctionnement des associations sportives des établissements, on va rendre ces moyens d'animation optionnels et aléatoires, alors qu'ils sont très recherchés et qu'ils contribuent, à tous points de vue, à l'épanouissement des 900 000 licenciés de l'Union nationale du sport scolaire. Enfin, avec les modifications envisagées, les professeurs d'EPS pourraient être affectés dans deux voire trois établissements différents, tout en limitant les conditions ouvrant droit à des allègements de service. Toutes ces nouvelles conditions statutaires seraient complètement détachées d'une vision liée à l'efficacité du métier d'enseignant en EPS et à l'intérêt général. Aussi il lui demande de retirer ce projet et d'entendre les propositions de la profession.

Texte de la réponse

Depuis 1950, trois décrets régissaient les obligations de service des enseignants du second degré. Alors que de profondes modifications sont intervenues dans l'organisation de la scolarité et des études de l'enseignement secondaire, il devenait nécessaire de les prendre en compte dans l'organisation du service des enseignants. Les nouveaux textes (décrets et arrêtés) publiés le 13 février 2007 au Journal officiel répondent à ce besoin. Les modifications apportées ne remettent pas en cause les fondements des décrets de 1950 mais les adaptent à l'organisation de l'enseignement d'aujourd'hui, en particulier en reconnaissant et en valorisant mieux la diversité des missions des enseignants. Ainsi, des réductions de service sont maintenues ou, dans certains cas, adaptées et des actions d'éducation et de formation pourront figurer dans le service, au côté des heures d'enseignement. S'agissant des professeurs d'éducation physique et sportive, il est précisé que le décret reprend, en ce qui concerne le complément de service dans un autre établissement, les pratiques aujourd'hui en vigueur pour le plus grand nombre des enseignants en les actualisant. Ainsi, une heure de réduction de service est prévue lorsqu'une partie de celui-ci est effectuée dans un établissement situé dans une commune non limitrophe. En effet, le maillage du service public d'éducation peut conduire à confier des services dans plusieurs établissements et/ou communes. Certaines situations peuvent également entraîner une affectation dans trois établissements situés dans deux communes (petits collèges en milieu rural, par exemple) ; dans ce cas, deux heures de réduction de service sont prévues pour compenser cette sujétion si ces deux communes ne sont pas limitrophes, une heure dans le cas contraire. Pour accomplir tout son service dans son établissement, un enseignant d'EPS peut être amené à le compléter dans une autre discipline. Cependant, le complément de

service dans une autre discipline est soumis à des conditions précises, et notamment à la détention de compétences de l'enseignant dans cette discipline. L'enseignement de l'EPS par des professeurs d'autres disciplines restera, compte tenu de la spécificité de cette discipline, tout à fait exceptionnel. En tout état de cause, seuls des enseignants titulaires des diplômes ou titres exigés pour l'enseignement et la pratique de l'EPS, en particulier dans le domaine du secourisme et de l'aptitude au sauvetage aquatique, seront, le cas échéant, concernés. En outre, les enseignants titulaires d'une mention complémentaire qui enseigneront dans la discipline correspondant à cette mention pourront percevoir une indemnité dans les conditions fixées par le décret n° 2007-188 du 12 février 2007. En ce qui concerne les enseignants du second degré assurant des fonctions de remplacement en application des dispositions du décret n° 99-823 du 17 septembre 1999, ils peuvent être tenus, dès lors qu'ils ont les compétences requises, d'effectuer tout ou partie de leur service dans une autre discipline, si les besoins du service l'exigent. Par ailleurs, le nouveau décret ne remet pas en cause les activités pratiquées dans les associations sportives de l'établissement mais les conforte en clarifiant les règles. Ainsi, le texte confirme le principe de trois heures consacrées à « la formation, l'entraînement et à l'animation sportifs », conformément au statut des professeurs d'EPS, en les conditionnant toutefois au fonctionnement effectif de l'association sportive de l'établissement. Il appartiendra au chef d'établissement de vérifier ces conditions de fonctionnement fixées par arrêté et tenant entre autres au programme d'activités qui devra être présenté au conseil d'administration. Ainsi, les missions, services et qualifications actuels des enseignants en éducation physique et sportive ne sont aucunement remis en cause mais, au contraire, actualisés et précisés.

Données clés

Auteur : [M. François Liberti](#)

Circonscription : Hérault (7^e circonscription) - Député-e-s Communistes et Républicains

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 113266

Rubrique : Éducation physique et sportive

Ministère interrogé : éducation nationale

Ministère attributaire : éducation nationale

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 19 décembre 2006, page 13129

Réponse publiée le : 17 avril 2007, page 3774